

12 Eclairage

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombe et le libéralisme triomphe. Trente ans plus tard, ce modèle vit une crise existentielle. Toute la semaine, Le Temps pose son diagnostic et cherche des remèdes.
Aujourd'hui: La Suisse, dernier bastion du libéralisme?

«Une Suisse néolibérale? C'est une «fake news»

LA FIN DU LIBÉRALISME? (5/6) En 1995, les préconisations du Livre blanc déclenchent une vive polémique. Gerhard Schwarz en était l'un des auteurs. Quel regard jette-t-il sur la Suisse d'aujourd'hui?

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL GARESSUS @gerasrus

Gerhard Schwarz est à la fois observateur et acteur du libéralisme en Suisse. Président du conseil de fondation de la S.S. Bach Foundation et de la Progress Foundation, un laboratoire d'idées libéral, ancien chef de la rubrique économique à la NZZ, et ex-directeur d'Avenir Suisse, il est l'un des 20 coauteurs du livre blanc. Dans les années 1990, ce manifeste a suscité un vaste débat en recommandant l'adoption d'un ensemble de réformes libérales. Un premier ouvrage a été publié en 1991 (*La Politique économique de la Suisse face à la concurrence*) et un second en 1995, plus court mais aux effets médiatiques et politiques considérables (*Mut zum Aufbruch*).

La Suisse était-elle libérale au début des années 1990, après la chute du mur de Berlin? Pourquoi ce livre blanc? De retour de leurs voyages en Asie, les entrepreneurs de l'époque, comme Stephan Schmidheiny et David de Pury, avaient le sentiment d'une formidable dynamique en Extrême-Orient qui faisait défaut à la Suisse. Le désir de ne pas être à l'écart de cet optimisme créatif était la première motivation.



GERHARD SCHWARZ CO-AUTEUR DU LIVRE BLANC

«En Suisse, nous sommes victimes d'une forme de décadence»

Pourquoi l'accueil des milieux bourgeois est-il resté très froid par rapport à ce livre? Le premier livre blanc a suscité très peu de réactions. Les remous ont été nettement plus violents lors du second. Les milieux bourgeois, les associations patronales n'approuvent pas du tout ce partielle, à cause de son caractère social. Le Vorort (aujourd'hui Economisuisse) était plus favorable.

Quelle était cette proposition sociale si critiquée? L'idée, en réalité portée par la gauche, était celle d'une retraite populaire égale pour tous. Nous voulions introduire une forme de prévoyance de base, une rente unique basée sur le principe de répartition, assortie d'une rente complémentaire libre et individuelle selon le principe de capitalisation. En somme un système à deux

pilliers. L'Union patronale s'y est fortement opposée.

Quel était l'avis des auteurs sur l'EEE et l'UE? La recherche d'un consensus a été compliquée. Une moitié des coauteurs approuvait un rapprochement, voire une adhésion, alors qu'une autre refusait une telle idée. Après une longue discussion, David de Pury et moi-même nous sommes retirés pour trouver une solution. L'ajusté a consisté à mettre le sujet entre parenthèses.

Quelles réformes préconisées à l'époque ont été mises en œuvre? Des progrès ont été réalisés en matière d'infrastructures, d'assainissement du budget, de formation et de recherche.

Dans les affaires sociales, la Suisse n'a malheureusement guère avancé. Des réformes ont aussi été accomplies pour libéraliser le marché du travail, mais elles ont été atténuées par les mesures d'accompagnement, considérées comme le prix du libéralisme. L'ouverture du marché domestique a été accrue, et les échanges avec l'extérieur aussi. Je ne crois pas que le livre à lui seul ait produit des effets majeurs, mais il était l'expression des sentiments de l'époque et leur concrétisation à eu un impact décisif.

Le climat politico-économique actuel est-il aussi frustrant pour vous qu'au début des années 1990? Les progrès sont toujours aussi lents en Suisse, mais nos voisins européens sont-ils plus rapides? Et dans quelle direction vont les autres pays, dans un sens libéral ou anti-libéral? Au royaume des aveugles, le bœuf est en train. Le verrou à moitié fermé mon regard porte sur l'Europe, et à moitié vide par rapport à l'Asie et à ce que nous, libéraux, pourrions souhaiter.

La Suisse arrive en 5e position à l'indice du World Economic Forum, et 4e à l'indice de liberté économique de l'Institut Fraser. Ce bilan est-il satisfaisant? Il mérite d'être analysé. La Suisse ne bénéficiera jamais d'un marché intérieur aussi étendu que les États-Unis, ce qui réduit le nombre de points. Mais quatre des cinq premiers regard porte sur l'Europe, et à moitié vide par rapport à l'Asie et à ce que nous, libéraux, pourrions souhaiter.

L'insatisfaction actuelle est-elle dirigée contre la démocratie ou le libéralisme? Le libéralisme, mais je pense que c'est relativement difficile pour des pays riches et prospères de sortir d'une zone de confort et de se battre pour le libéralisme. Les marchés libres et un maximum de responsabilité individuelle. C'est parfois plus facile de rassembler des gens pour promouvoir des réformes libérales si l'économie se porte mal. En Suisse, nous sommes victimes d'une forme de décadence. =

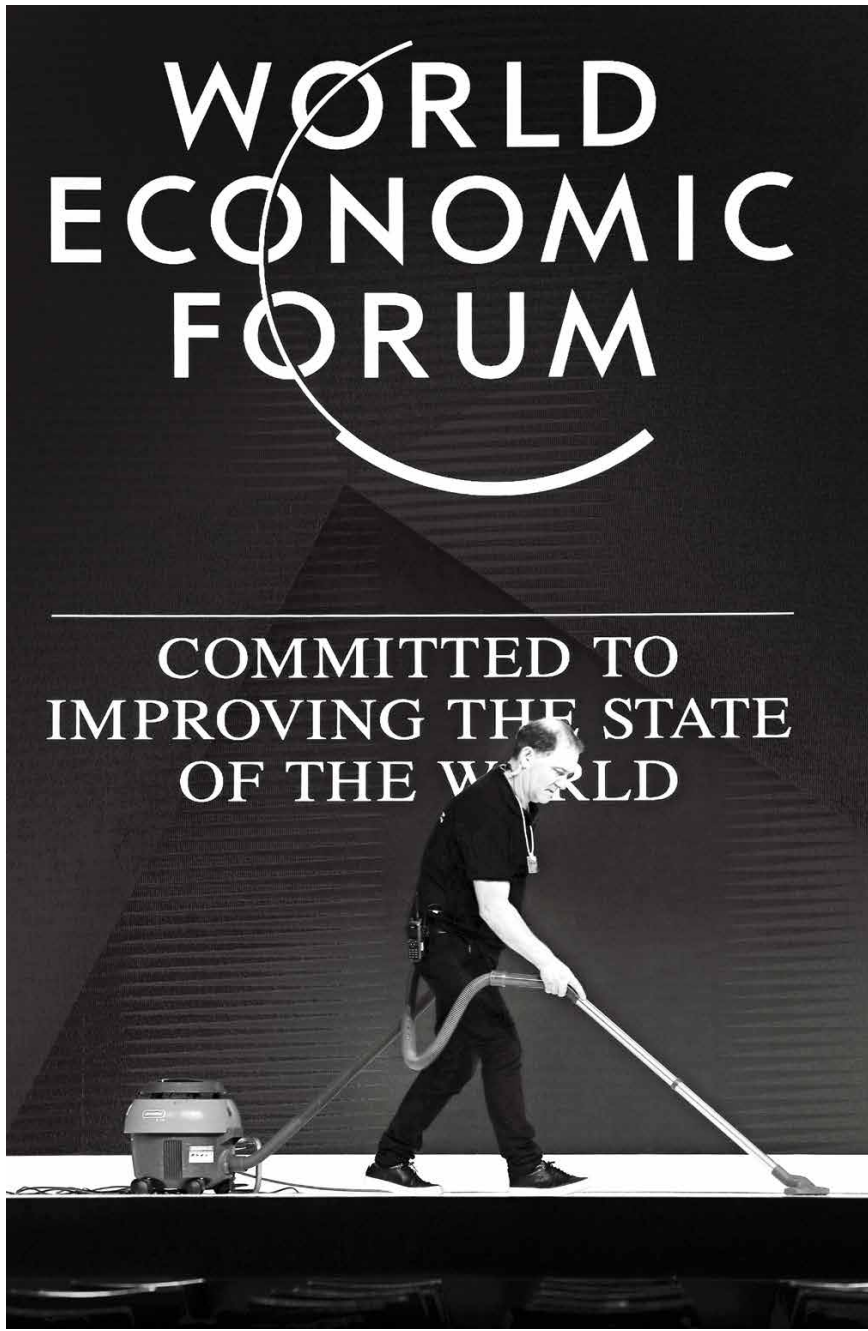
ments obligatoires - de 40%. La production de normes et de règlements croît de façon exponentielle. Je m'étonne toujours du nombre de gens qui croient encore que nous sommes dans un monde néolibéral. C'est une *fake news*. La part de l'État croît et l'autonomie de l'individu diminue.

Quid des inégalités et du problème environnemental dont on accuse le libéralisme? La Suisse offre une répartition relativement égale des revenus primaires (avant impôts et transferts sociaux) et plus égalitaire que la Suède. C'est pourquoi une redistribution des revenus s'avère plus nécessaire en Suède qu'en Suisse.

diabolise pas l'inégalité des revenus et des richesses mais constate que les individus se distinguent par leurs capacités et leurs accomplissements. Les libéraux ne veulent pas qu'une personne soit abandonnée, pauvre et délaissée, mais ils ne visent pas l'égalité absolue. Quant au reproche sur le réchauffement climatique, il est également déplacé. L'Institut Fraser montre que les pays les mieux placés à l'indice de liberté économique respectent mieux l'environnement que les économies planifiées.

Les Suisses sont-ils encore prêts à se battre pour les valeurs libérales de propriété privée, de liberté individuelle et d'ouverture? À la chute du Rideau de fer, les partisans du socialisme totalitaire étaient minoritaires en Suisse. La grande majorité des citoyens préfèrent les charmes du système libéral. Mais cette approbation du libéralisme ne s'appuyait pas toujours sur une vision du monde solide, engagée et bien argumentée. La majorité des Suisses reconnaissait avant tout les avantages de la concurrence, de l'ouverture des marchés, de la propriété privée parce que le contre-modèle était mauvais. La fin du contre-modèle et le bien-être actuel ont entraîné une érosion des valeurs libérales. Les étudiants avec lesquels je discute ne réalisent pas la valeur de ce que nous avons. Et ils comprennent pas qu'il faut se battre pour la liberté si l'on ne veut pas que s'érode.

Les élites en sont-elles coupables? Les élites sont coupables parce qu'on ne peut pas en faire partie et ne pas en accepter les responsabilités. Elles n'ont pas le monopole du pouvoir mais les citoyens attentifs aux sources de notre prospérité et de notre liberté. L'époque est aussi coupable. C'est une thèse audacieuse, mais je pense que c'est relativement difficile pour des pays riches et prospères de sortir d'une zone de confort et de se battre pour le libéralisme. Les marchés libres et un maximum de responsabilité individuelle. C'est parfois plus facile de rassembler des gens pour promouvoir des réformes libérales si l'économie se porte mal. En Suisse, nous sommes victimes d'une forme de décadence. =



COMMITTED TO IMPROVING THE STATE OF THE WORLD

SUR LE WEB

- Retrouvez les autres épisodes de notre série sur [LeTemps.ch](#)
- Les promesses de 1989
- L'augmentation des inégalités dans la société
- La crise démocratique
- Le libéralisme face à la crise écologique

Eclairage 13

Ces jeunes Suisses prêts à se battre pour les valeurs libérales

ENGAGEMENT La liberté individuelle et les institutions sont des valeurs que les jeunes du PLR, d'Opération Libero et d'Avenir Jeunesse défendent. Mais ils ne sont pas d'accord sur le rôle que l'État doit endosser

Chez les jeunes Suisses, le libéralisme n'est pas mort. Il vit au sein de l'Institut libéral, mais aussi de partis, de laboratoires d'idées et de divers mouvements. «Le libéralisme est souvent mal perçu, y compris par les jeunes, mais il résiste», affirme Nicolas Jutzet, vice-président des Jeunes PLR. Le Neuchâtelois de 24 ans, étudiant à l'Université de Saint-Gall, produit d'ailleurs le podcast *Liberty*. Celui-ci infuse la liberté. Il y traite des thèmes tels que la libéralisation du cannabis, le droit de disposer de son corps ou l'entrepreneuriat. Issu d'un environnement de gauche, il a découvert le libéralisme lors de son apprentissage, inspiré par le sens des responsabilités de son patron et la découverte des publications de l'Institut libéral, de la NZZ et d'autres comme Milton Friedman ou Frédéric Bastiat. Il définit le libéralisme comme «une philosophie du droit, qui doit assurer la propriété, protéger l'individu et limiter les nuisances de l'État». Riche et prospère, la Suisse s'éloigne du libéralisme selon lui: «Elle oublie que ce sont les valeurs libérales qui sont à la source de notre prospérité.»

La pollution? Rien à voir avec le libéralisme
Face aux difficultés du système économique à intégrer l'environnement, Nicolas Jutzet n'y voit pas un problème

libéral, mais une incapacité à mettre en œuvre les principes de cette philosophie. Le fait de polluer la propriété d'autrui est inadmissible car la liberté implique la notion de responsabilité individuelle. «C'est le cadre réglementaire actuel qui n'est pas adapté, tant dans les pays libres que collectivistes, pas le libéralisme en soi», avance-t-il.

«La liberté, comme la santé, démontre sa valeur lorsqu'elle est absente»

SALOMÉ VOGT, AVENIR JEUNESSE
A l'inverse de Nicolas Jutzet, Opération Libero, le mouvement citoyen né après l'acceptation de l'initiative UDC sur l'immigration du 6 février 2014, «s'inspire du libéralisme et s'inscrit dans la tradition radicale helvétique des XVIIIe et XIXe siècles», déclare Till Burckhardt, membre du comité directeur d'Opération Libero à Genève. La liberté désigne ici les opportunités offertes aux générations futures. Elle nécessite le maintien d'institutions «éthiques et supranationales fortes». À la différence des libéraux «classiques», Till Burckhardt ne trouve pas problématique que la quote-part de l'État soit de 40 ou 50%. «Si elle garantit l'égalité des chances, elle est justifiée. Si elle réduit la capacité d'entreprendre, elle ne l'est pas», souligne-t-il. Chercheur en politique linguistique, il se nourrit des idées de

John Rawls et de sa théorie de la justice, de Martha Nussbaum, pour qui la liberté est fonction des «capacités», et de Will Kymlicka, qui promeut un cadre libéral pour un juste traitement des minorités. En politique, Opération Libero travaille avec des personnalités issues de plusieurs partis, y compris les Verts pour le thème de l'immigration. Car, selon Till Burckhardt, «le PLR n'a pas le monopole du libéralisme».

Face aux tendances libérales
Les tendances libérales ne sont «guère discutables, à l'étranger comme en Suisse», constate Salomé Vogt, 31 ans, à la tête d'Avenir Jeunesse (qui fait partie du laboratoire d'idées Avenir Suisse). «La liberté, comme la santé, démontre toute sa valeur lorsqu'elle est absente. On la considère souvent comme acquise pour l'éternité», affirme-t-elle. Le libéralisme ne consiste pas seulement, selon elle, en une philosophie. Il représente aussi un système de valeurs – la liberté et la responsabilité individuelles, la confiance en l'homme, l'ouverture – et une aide à la décision.

Le WEF, laboratoire d'un monde qui change

INSTITUTION Le World Economic Forum, qui organise la grande manifestation annuelle de Davos, a accompagné l'émergence de la globalisation. Pour Klaus Schwab, son fondateur, le libéralisme doit mieux intégrer les aspects sociaux et écologiques

STÉPHANE BENOÎT-GODOT @StephBenGodot

C'était juste après la crise des dotcoms en 2000 et Klaus Schwab se voyait comme un berger, menant son troupeau qui s'était égaré dans le mirage des sociétés internet. Ensuite, il y a eu la crise de 2008 et aujourd'hui la remise en question de tout le système à cause de ses impacts sociaux, environnementaux et politiques. Malgré ces soubresauts, le professeur d'économie, qui a aussi un diplôme d'ingénieur, veut trouver des solutions pour un monde meilleur. «Quand j'ai créé le forum en 1971, nous étions 4 milliards de personnes sur la planète contre 8 aujourd'hui. Regardez la technologie: internet n'existait pas il y a 50 ans. Ces changements permanents obligent nos politiques à une remise en cause constante.» Le Forum de Davos, qui fêtera en 2020 sa 50e édition, reste une plateforme mondiale unique pour les grandes entreprises, les gouvernements et la société civile. Aucun de ces concurrents n'est parvenu à attirer autant de leaders,

jusqu'à 50 chefs d'État et de gouvernement, sur une si longue période. Les bouleversements ne vont pas s'arrêter pour le professeur Schwab. Si ans, qui en va d'autres. «Les gens sont devenus plus égoïstes. Cela s'explique par la rapidité du changement. Dans ce moment de turbulences, la réaction naturelle de chacun consiste à vouloir protéger ce qu'il a. Au niveau des pays, cela donne des politiques nationalistes.» Dans *Modern Enterprise Management in Mechanical Engineering*, un livre publié en 1971, Klaus Schwab mettait en avant que l'entreprise n'est pas seulement responsable de ses actions mais de tous ceux qui dépendent d'elle, les *stakeholders*. Un demi-siècle plus tard, ce dernier le bilan pondéré. «La globalisation a sorti de la pauvreté des centaines de millions de personnes. Mais elle a aussi créé des gagnants et des perdants. Les premiers ont été plus nombreux dans les pays en voie de développement et les seconds – à un certain degré – dans les pays industrialisés.» Ce qui pouvait être accepté dans une phase de forte croissance ne l'est plus aujourd'hui. «Les perdants ont une voix amplifiée à travers les réseaux sociaux. Prenez les «gilets jaunes», ils ne représentent pas une majorité. Mais ils ont une influence significative. Il faut trouver un équilibre en conciliant sa voix avec celle des autres, mais surtout aussi que l'on préserve la cohésion sociale dans chaque pays. C'est une condition nécessaire pour conserver un système démocratique.» =

Un modèle sous le feu des critiques

POLITIQUE Les Suisses ont moins confiance en leur pays. Ils craignent de perdre des risques que de préserver leurs aspects sociaux et environnementaux

Leverre est-il à moitié vide? La moitié des initiatives en quête de signature cherchent à réduire la concurrence par rapport à leur doctrine. L'État, d'interdits, critique Avenir Suisse dans son dernier livre *Et si...?*. Le système de démocratie directe, vanté siégeusement par les cercles libéraux de nos voisins allemands et français, freine les réformes. Les tendances à la centralisation, cible de tout libéral, se multiplient à travers les projets d'harmonisation. Certes, la Suisse est prospère et conserve cette année son rang de pays le plus libéral d'Europe et le 4e au monde, mais la tendance au déclin

est visible dans d'autres indices (Mercer pour la prévoyance, World Economic Forum pour la compétitivité). Dans le sillage de la vague verte, d'autres priorités que la croissance s'imposent à Berne. Sans surprise, Gerhard Schwarz, coauteur du livre blanc qui avait défrayé la chronique il y a près de trente ans, parle de «régression de la doctrine».

ANALYSE La Suisse ne veut-elle plus se battre? Entre-temps, les menaces contre le système suisse s'accroissent, la plus importante venant de nouveau, de l'OCDE, avec un système de fiscalité qui veut, pour reprendre les termes économiques, «tribuer les bénéfices des entreprises internationales». Les critiques contre notre modèle libéral sont assurantes. Même si elles sont vagues ou mal cibées, elles ne trompent pas. La Suisse est

moins libérale qu'avant, alors que d'autres pays ont en fait les choses bien davantage. Son économie est en train de réagir. «Aucune entreprise majeure ne vient plus d'Allemagne dans nos contrées», confirme un expert en promotion économique. Or un changement de *trend* se traduit moins par un retrait massif et médiatique que par l'absence de nouvelles arrivées. L'historienne Deirdre McCloskey démontre que ce ne sont pas tant les raisons économiques que les idées, le langage et l'approbation des valeurs de dignité et de liberté qui expliquent la multiplication des revenus par dix depuis 1950. En quoi les mots sont-ils populaires? Liberté ou interdiction? Concurrence ou protection? Risque ou précaution? = E. G.

Dernier: Le libéralisme face aux modèles autoritaires